

Nations Unies  
**ASSEMBLÉE  
GÉNÉRALE**

VINGT-DEUXIÈME SESSION

Documents officiels



**DEUXIÈME COMMISSION, 1155<sup>e</sup>**  
**SÉANCE**

Vendredi 24 novembre 1967,  
à 15 h 30

**NEW YORK**

SOMMAIRE

Page

Point 38 de l'ordre du jour:

Conférence des Nations Unies sur le commerce  
et le développement: rapport du Conseil du  
commerce et du développement (suite). . . 263

Président: M. Jorge Pablo FERNANDINI  
(Pérou).

POINT 38 DE L'ORDRE DU JOUR

Conférence des Nations Unies sur le commerce et le  
développement: rapport du Conseil du commerce  
et du développement (suite) [A/6703/Add.1, chap. I;  
A/6714, A/6879, A/6904, A/C.2/237, A/C.2/239]

1. M. SHAHI (Pakistan) félicite, au nom de sa délégation, pour les déclarations qu'ils ont faites devant la Deuxième Commission, le Ministre des affaires étrangères d'Algérie (1154<sup>ème</sup> séance) et le Secrétaire général de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED) [1146<sup>ème</sup> séance]. Ainsi qu'il ressort du troisième rapport annuel du Conseil du commerce et du développement à l'Assemblée générale (A/6714), un grand soin a été apporté aux préparatifs de la deuxième session de la CNUCED; M. Shahi note avec satisfaction qu'un accord a pu se faire sur l'ordre du jour provisoire et les objectifs de cette conférence. La première session de la CNUCED avait été convoquée parce qu'on s'était rendu compte que, sans une action concertée de la communauté internationale, l'écart entre pays industrialisés et pays en voie de développement irait grandissant; or, les espoirs que cette conférence avait fait naître ne se sont malheureusement pas réalisés. Néanmoins, certains progrès ont été accomplis en ce sens que les grands problèmes économiques ont pu être circonscrits et que l'on a créé le cadre institutionnel nécessaire pour pouvoir examiner ces problèmes et rechercher des solutions.

2. La deuxième session de la CNUCED aura pour toile de fond l'échec de la Décennie des Nations Unies pour le développement. L'objectif de 5 p. 100 fixé pour la croissance économique est loin d'avoir été atteint par la plupart des pays en voie de développement, dont le revenu annuel moyen par habitant n'a augmenté que de 2 dollars, alors que les pays industrialisés accusent un chiffre de 60 dollars. Malgré une capacité croissante d'absorption de capitaux étrangers, le volume de l'assistance octroyée aux pays en voie de développement, lequel, en 1961, représentait 0,87 p. 100 du produit national brut des pays industrialisés, est tombé à 0,62 p. 100 en 1967. Par ailleurs,

si la négociation Kennedy a créé de nouvelles possibilités de libéralisation des échanges entre pays industrialisés, elle n'a pas abordé les problèmes fondamentaux qui assombrissent les perspectives pour le commerce des pays en voie de développement, encore que ceux-ci soient appelés à tirer quelques bénéfices indirects de cette libéralisation; il y a même eu récemment un regain de faveur pour les restrictions au commerce. La part des pays en voie de développement dans le chiffre total des exportations mondiales est tombée de 27 p. 100 en 1953 à 19,3 p. 100 en 1966, et le taux moyen de croissance de leurs exportations pour la période 1960-1965 s'établit à 4 p. 100 seulement, contre 7,8 p. 100 pour le total des exportations mondiales. En ce qui concerne la valeur des exportations de produits manufacturés, l'augmentation enregistrée pour la période comprise entre 1953-1954 et 1965-1966 se chiffre à 65 milliards de dollars pour les pays développés à économie de marché et à 10 milliards de dollars pour les pays socialistes, contre 3 milliards de dollars seulement pour les pays en voie de développement pendant la même période, et la situation ne s'est pas améliorée en 1967. Le pouvoir d'achat que tirent les pays en voie de développement de leurs exportations diminue au rythme annuel constant de 2 milliards 500 millions de dollars environ, et cette diminution est égale à près de la moitié du courant des capitaux étrangers publics et à l'équivalent du volume total des dons et contributions du même genre dont bénéficient ces pays. Entre 1962 et 1966, le service de la dette a augmenté au taux annuel moyen de 10 p. 100, ce qui représente une charge de plus en plus lourde; à la fin du premier semestre de 1966, le volume total de la dette extérieure des pays en voie de développement avait dépassé le chiffre de 41 milliards de dollars. Or, ce problème est encore aggravé du fait de la proportion élevée que représentent l'aide liée et l'aide assortie de conditions restrictives.

3. La conjoncture économique mondiale en dépression ne pouvait manquer de peser sur les préparatifs de la deuxième session de la CNUCED. A la réunion ministérielle du groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement qui s'est tenue à Alger en octobre 1967, le Ministre du commerce du Pakistan a déclaré que l'objectif de ce groupe était de jeter un pont entre pays nantis et pays démunis, et d'éliminer la distinction établie entre eux en aidant les pays pauvres à se développer rapidement. Même si les pays en voie de développement réclament avec de plus en plus d'insistance, de la part des pays industrialisés, une amélioration radicale de leur politique en matière d'assistance et de commerce, et non seulement des palliatifs, ils se rendent compte, toutefois, que l'accélération de la croissance exige des mesures synchronisées et convergentes de la part des deux groupes

de pays. La Charte d'Alger (A/C.2/237), adoptée par la réunion ministérielle, énonce un programme d'action précis et réaliste, qui réclame des pays en voie de développement des efforts accrus pour mobiliser leurs ressources intérieures au service du développement, élargir les échanges et renforcer la coopération économique entre eux. D'autre part, la Charte d'Alger en appelle aux pays industrialisés pour qu'ils aident de façon soutenue et concrète les pays en voie de développement à augmenter leur taux de croissance. Elle relève que l'application des recommandations formulées par la première session de la CNUCED<sup>1/</sup> n'a guère fait de progrès et réitère un certain nombre de ces recommandations.

4. En ce qui concerne les produits manufacturés et semi-finis, les pays en voie de développement avaient espéré que les participants à la négociation Kennedy envisageraient favorablement la possibilité d'établir un système général de préférences tarifaires sans discrimination ni réciprocité. Malheureusement, il a fallu constater que les articles qui précisément présentent un intérêt particulier pour les pays en voie de développement ont été soit inscrits sur les listes d'exceptions, soit soumis à des traitements discriminatoires, soit encore écartés pour faire l'objet de négociations bilatérales. De plus, la question des restrictions quantitatives, sur les produits textiles en particulier, n'a même pas été examinée. M. Shahi se félicite du consensus qui s'est manifesté au sujet d'un tel système de préférences à la cinquième session du Conseil du commerce et du développement (voir A/6714, par. 31) ainsi qu'à la réunion ministérielle d'Alger et estime qu'il convient d'accorder un traitement de faveur aux moins avancés des pays en voie de développement, sans préjudice du principe des importations en franchise, libres de toute discrimination ou restriction. Il faut espérer que les pays industrialisés traceront les grandes lignes d'un tel système de préférences, et que des négociations fructueuses à l'occasion de la Conférence aboutiront à un accord international.

5. En ce qui concerne les produits de base, la délégation pakistanaise estime elle aussi qu'une action internationale produit par produit s'impose, et espère que des accords satisfaisants pourront être conclus pour le cacao et le sucre avant l'ouverture de la deuxième session de la CNUCED. Les problèmes que pose le développement, dans les pays industrialisés, de produits synthétiques et de produits de remplacement ont été soulignés par le Conseil du commerce et du développement à sa récente session spéciale et méritent que la deuxième session de la CNUCED leur accorde une attention particulière. La question de la stabilisation des prix des produits primaires devrait être examinée conjointement par la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD) et par le Fonds monétaire international (FMI); il faut espérer qu'un programme d'action réaliste pourra être élaboré en vue de donner une solution à ces problèmes complexes, et que le Fonds comme la Banque pourront affecter les ressources nécessaires à la mise en œuvre de ce programme.

6. En ce qui concerne le courant de l'assistance fournie pour leur développement aux pays moins avancés, le Pakistan lance un appel fervent aux pays nantis pour qu'ils atteignent d'ici 1968 les objectifs qu'a fixés en 1965 le Comité pour l'assistance au développement de l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE)<sup>2/</sup>, et qui ont été réaffirmés dans la résolution 1183 (XLI) du Conseil économique et social comme dans la résolution 2170 (XXI) de l'Assemblée générale. Puisque même une fois ces objectifs atteints, le courant de ressources extérieures vers les pays en voie de développement ne leur suffirait pas encore pour assurer le service de la dette, charge de plus en plus lourde pour eux, il faut de toute évidence assouplir les conditions et les modalités de l'assistance. Si l'on veut accélérer la croissance économique des pays en voie de développement, il est indispensable que l'aide fournie par les pays industrialisés atteigne le chiffre minimum, fixé comme objectif, de 1 p. 100 de leur produit national brut; la Charte d'Alger contient une proposition analogue à celle dont il est fait mention à l'alinéa b du paragraphe 3 du dispositif du projet de résolution A/C.2/L.961/Rev.2, adopté par la Deuxième Commission<sup>3/</sup>, relatif à la fixation d'un objectif quantitatif secondaire, net d'amortissements et d'intérêts. Il faut espérer qu'un accord pourra être négocié à la Conférence en vue de la mise en œuvre, sans délai, d'un système de financement supplémentaire sur la base d'une entente générale qui serait réalisée après examen du rapport du Groupe intergouvernemental du financement supplémentaire de la CNUCED. La délégation pakistanaise estime, elle aussi, qu'il n'y aurait pas d'incompatibilité entre un tel système et les accords internationaux sur les produits, et qu'en fait ils sont complémentaires. Certes, neuf pays ont eu recours au droit de tirage qui leur revient dans le cadre du système de financement compensatoire du FMI, mais la formule doit être améliorée dans le sens indiqué par la Charte d'Alger, si l'on veut que ce système puisse répondre aux demandes qu'on peut prévoir.

7. En ce qui concerne les questions monétaires internationales, la Charte d'Alger recommande d'établir une relation entre le financement du développement et la création de liquidités supplémentaires, comme le demandent instamment les pays en voie de développement. Comme les nouveaux arrangements relatifs aux droits de tirages spéciaux proposés par le FMI ne prévoient pas l'établissement d'une telle relation, cette recommandation vient à point et mérite qu'on s'y arrête, bien que le Directeur général du FMI ait fait observer que les pays en voie de développement pouvaient s'attendre à tirer des arrangements proposés des avantages indirects sous forme d'un accroissement de leurs exportations.

8. La dévaluation récente de la livre sterling aura inmanquablement des répercussions dans le monde entier. Aussi M. Shahi demande-t-il instamment aux pays industrialisés de veiller à ce que les rajuste-

<sup>2/</sup> Voir Documents officiels du Conseil économique et social, quarante et unième session, Annexes, point 8 de l'ordre du jour, document E/4224/Add.1.

<sup>3/</sup> Voir Documents officiels de l'Assemblée générale, vingt-deuxième session, Annexes, point 42 de l'ordre du jour, document A/6915, par. 13.

<sup>1/</sup> Voir Actes de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement, vol. I: Acte final et rapport (publication des Nations Unies, numéro de vente: 64.II.B.11).

ments réalisés et les mesures prises ne soient pas de nature à désavantager les pays en voie de développement.

9. Comme les nations maritimes hésitent à fournir des renseignements sur les problèmes que posent les transports maritimes, les travaux de la Commission des transports maritimes de la CNUCED n'ont pu avoir, jusqu'ici, qu'un caractère préliminaire. C'est pourquoi il faut espérer que la deuxième session de la CNUCED réussira au moins à éliminer les dernières barrières d'ordre psychologique et technique qui font obstacle à un examen franc et complet des questions maritimes, et qu'ainsi une action précise pourra être entreprise en vue de favoriser le développement de l'industrie des transports maritimes dans les pays en voie de développement.

10. Quant aux échanges entre les pays en voie de développement et les pays socialistes, échanges dans lesquels les exportations de produits manufacturés des premiers jouent un rôle important, ils accusent un taux d'accroissement remarquable depuis quelques années. La Conférence devrait fournir l'occasion d'arriver à un accord sur les moyens d'augmenter encore ce taux et d'envisager l'introduction d'un élément de multilatéralisation dans les échanges entre ces deux groupes de pays.

11. La Charte d'Alger contient des propositions précises destinées à favoriser l'expansion du commerce, la coopération économique et l'intégration régionale parmi les pays en voie de développement, question à laquelle la délégation pakistanaise attache une grande importance. Le Pakistan a déjà établi des relations mutuellement avantageuses avec l'Iran et la Turquie dans le cadre de la coopération régionale pour le développement, et avec l'Indonésie dans celui de la coopération économique et culturelle entre l'Indonésie et le Pakistan. Il participe également aux négociations qui se poursuivent sous les auspices du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) en vue de réduire les barrières aux échanges commerciaux entre pays en voie de développement appartenant à des régions différentes. La deuxième session de la CNUCED pourrait examiner ce problème plus à fond et adopter des mesures spécifiques pour consolider les relations économiques entre les pays en voie de développement; il va de soi, cependant, que des relations amicales entre pays d'une même région sont essentielles à la coopération comme à l'intégration régionale et sous-régionale.

12. Le besoin d'une stratégie globale du développement se fait particulièrement sentir à une époque où la communauté internationale envisage de mettre sur pied un programme d'action pour les années 1970. S'adressant à l'Assemblée générale, le 10 octobre 1967 (1584ème séance plénière), le Ministre des affaires étrangères du Pakistan a insisté sur la nécessité de favoriser le progrès par le commerce, et les délibérations de la Conférence fourniront une base solide sur laquelle on pourra établir le plan d'une stratégie du développement pour les années 1970. Une méthode globale et objective est également nécessaire en matière d'assistance destinée au développement. A cet égard, la délégation pakistanaise invite les pays développés à accepter la suggestion faite

récemment par le Président de la BIRD selon laquelle des experts éminents de tous les pays du monde devraient se réunir pour étudier les problèmes du développement.

13. La deuxième session de la CNUCED ne devrait pas être considérée comme une simple continuation de la première session mais comme une occasion de parvenir, sur un certain nombre de problèmes, à des accords concrets, prévoyant des mesures précises d'ordre opérationnel. Quant à d'autres questions qui ne se prêtent pas encore à la conclusion d'un accord, la Conférence devrait s'efforcer de débayer du terrain en vue de rapprocher davantage les pays développés et les pays en voie de développement. On devrait poursuivre énergiquement les efforts destinés à la création d'une stratégie globale du développement fondée sur la compréhension et la coopération mutuelles et, bien que la responsabilité du développement économique incombe au premier chef aux pays en voie de développement eux-mêmes, les pays développés devraient montrer qu'ils sont disposés à favoriser le progrès au moyen de la coopération et d'une action internationale concertée.

14. M. KHANAL (Népal) observe que, depuis la première session de la CNUCED, on a fait peu de chose pour redresser le déséquilibre du commerce mondial et améliorer la structure des échanges commerciaux des pays en voie de développement, dont la part dans les exportations mondiales continue de diminuer, alors que le fardeau de leur dette publique ne cesse de croître. De plus, de nouvelles restrictions ont été imposées à l'assistance économique internationale, qui constitue pourtant un utile complément aux efforts propres des pays en voie de développement. Ces pays s'exposent à de graves déboires si cette tendance n'est pas enrayée. Aussi la Charte d'Alger, document de la plus haute importance pour les pays en voie de développement, propose-t-elle un programme d'action détaillé pour redresser cette situation.

15. La délégation népalaise attache une importance particulière aux recommandations qui ont trait aux mesures spéciales à prendre en faveur des pays en voie de développement les moins avancés ainsi qu'aux problèmes spéciaux des pays sans littoral. Elle espère que le groupe de travail créé par la réunion ministérielle pourra recommander des mesures qui permettront aux pays les moins développés, y compris le sien, de devenir des partenaires actifs et des bénéficiaires égaux de la stratégie globale du développement proposée. Ces pays ont besoin qu'il leur soit donné la priorité en tant que région ou groupe de pays appartenant à une région, et le groupe de travail devrait déterminer quelles mesures les pays en voie de développement les plus avancés désireraient utiliser à cette fin. Les pays les moins développés ont également besoin d'une assistance technique pour améliorer leurs organismes nationaux chargés d'organiser méthodiquement leur commerce.

16. La délégation népalaise se félicite que la réunion ministérielle ait décidé de créer un groupe d'experts chargé de faire une étude complète des problèmes spéciaux que la promotion du développement économique et commercial pose dans les pays en voie de développement sans littoral, en particulier des coûts élevés que comporte l'exécution de leurs programmes

de développement et d'expansion commerciale" (voir A/C.2/237). Tous les pays en voie de développement cherchent à avoir accès aux marchés des pays développés, mais, pour y parvenir, les pays en voie de développement sans littoral doivent d'abord avoir accès à la mer. Comme Sa Majesté le roi du Népal l'a souligné dans la déclaration qu'il a faite à la 1595ème séance plénière de l'Assemblée générale, un petit pays sans littoral comme le Népal, situé entre les deux pays les plus peuplés du monde et leurs énormes marchés intérieurs, ne pourrait développer son économie interne ni accroître son commerce extérieur à moins d'obtenir des facilités appropriées de commerce et de transit. Il faut espérer que les pays de transit en voie de développement feront preuve de compréhension à l'égard des problèmes de leurs voisins sans littoral en ratifiant la Convention relative au commerce de transit des Etats sans littoral avant l'ouverture de la deuxième session de la CNUCED. La réunion ministérielle a recommandé, à juste titre; que les institutions financières internationales accordent une assistance financière et technique adéquate pour le développement et l'amélioration de l'infrastructure des transports des pays en voie de développement sans littoral. La délégation népalaise espère que la Charte d'Alger décidera ces institutions à accorder une plus grande attention aux problèmes des pays en voie de développement les moins développés.

17. M. Khanal tient à réaffirmer sa foi dans la solidarité continue du groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement, telle qu'elle est exprimée dans la Charte d'Alger. L'esprit de coopération qui inspire ce document provoquera assurément chez les pays développés une réaction positive qui permettra à la deuxième session de la CNUCED de mettre au point une stratégie globale du développement.

18. M. HUSSEIN (République arabe unie) est reconnaissant au Ministre des affaires étrangères de l'Algérie d'avoir clairement présenté la Charte d'Alger à la 1154ème séance.

19. Etant donné l'absence de progrès marquants depuis la première session de la CNUCED, il est difficile d'être optimiste quant aux résultats que la deuxième session de la Conférence pourrait produire. Toutefois, comme la Conférence aura amplement la possibilité d'examiner les manquements passés et les résultats à espérer, la délégation de la République arabe unie se bornera à faire quelques observations générales. En évaluant les problèmes économiques, on devrait s'attacher à déterminer leur acuité et leurs effets à long terme sur le commerce international. Les pays en voie de développement pensent que leurs problèmes sont réels, aigus et préjudiciables non seulement à leur propre économie, mais aussi de la situation économique mondiale dans son ensemble. A leur avis, ces problèmes devraient être étudiés sans retard dans un esprit de coopération internationale. Alors que les problèmes économiques des pays développés proviennent de leur richesse et de leur désir d'améliorer leurs niveaux de vie, qui sont déjà élevés, ceux des pays en voie de développement sont inhérents à leur pauvreté et à leur sous-développement. Le succès de la deuxième session de la Conférence dépend de la bonne volonté qui sera montrée par la communauté internationale, et en particulier

par les pays les plus aptes à y contribuer, pour résoudre les problèmes qui se posent non pas à ceux qui constituent la minorité des riches, mais à la plus grande partie de l'humanité, qui vit dans la misère.

20. Les problèmes des pays en voie de développement, qui ont été clairement définis à la première session de la CNUCED sont complexes et de longue haleine et ne sauraient être résolus par des méthodes uniformes. Néanmoins, certaines questions sont particulièrement importantes et doivent être examinées par priorité. C'est aux pays en voie de développement qu'il incombe de déterminer cette priorité, mais les pays développés devraient montrer manifestement, sur le plan politique, qu'ils veulent résoudre ces problèmes et qu'ils ne se contentent pas de formuler du bout des lèvres le principe de la coopération internationale.

21. Contrairement à la première session de la CNUCED, qui a défini les problèmes de développement économique et de commerce international et a suggéré les moyens possibles de les résoudre, la deuxième session de la Conférence devrait rechercher des mesures concrètes. La délégation de la République arabe unie se félicite que les membres soient parvenus à un accord, à la cinquième session du Conseil du commerce et du développement, sur l'ordre du jour provisoire de la deuxième session de la CNUCED et les objectifs de cette conférence, et en particulier sur le fait que ces derniers consistent à obtenir, par des formes de négociation appropriées, des résultats concrets propres à resserrer la coopération internationale en vue du développement. A cet égard, il est encourageant que les pays développés, qui semblaient vouloir faire de la CNUCED un club de discussion, soient devenus moins intransigeants quant à la possibilité de négocier à la Conférence.

22. Il est temps de mettre fin aux récriminations mutuelles des quatre dernières années, où l'on a reproché aux pays en voie de développement de ne pas faire assez pour mobiliser leurs propres ressources et aux pays développés de ne pas appliquer avec diligence les recommandations de la première session de la CNUCED. Si les pays en voie de développement n'ont pas fait tout ce qu'on attendait d'eux, ce n'est pas parce qu'ils ne l'ont pas voulu, mais essentiellement parce que leurs ressources sont limitées et parce que l'assistance extérieure leur a fait défaut. Ces pays ont maintenant fait le premier pas pour améliorer la situation. Il appartient aux pays développés de seconder cet effort initial, en se disant qu'on ne peut limiter le progrès et la prospérité à un petit nombre de pays sans mettre sérieusement en danger la paix et la stabilité du monde.

23. Sir Edward WARNER (Royaume-Uni) félicite le Conseil du commerce et du développement de la tâche qu'il a accomplie à sa cinquième session (voir A/6714, première partie) — dont la plus grande partie a été consacrée à juste titre à la préparation de la seconde session de la CNUCED — et rend tout particulièrement hommage au Président de ce Conseil. La position du Royaume-Uni vis-à-vis de la Conférence a été définie à la 130ème séance au cours de cette session par la déclaration de son représentant dont des exemplaires seront distribués aux membres de la Deuxième Commission. La délégation du Royaume-Uni se félicite que le Conseil soit parvenu



à rédiger, pour la deuxième session de la CNUCED, un ordre du jour provisoire acceptable pour tous les participants. Par ailleurs, l'"Exposé concerté sur les problèmes du développement", publié en avril 1967 par le Comité des invisibles et du financement lié au commerce<sup>4/</sup>, constitue également une contribution précieuse à la préparation de la Conférence.

24. La préparation de la Conférence a franchi une nouvelle étape au cours de la réunion ministérielle du groupe des soixante-dix-sept pays en voie de développement. Une mission de bonne volonté envoyée par la réunion s'est récemment rendue à Londres afin de présenter la Charte d'Alger au Gouvernement du Royaume-Uni. Celui-ci s'est senti encouragé par le réalisme dont a fait preuve cette mission, qui se rend compte qu'un simple affrontement à la deuxième session de la CNUCED à New Delhi ne servirait à personne. Toutefois, un certain esprit d'affrontement n'était pas sans animer le Ministre algérien des affaires étrangères dans la déclaration qu'il a faite le matin même. Le Gouvernement du Royaume-Uni espère que la deuxième session, dont tant de choses dépendent, sera un succès, et il l'abordera avec réalisme et bonne volonté. Il étudie actuellement la Charte dans cet esprit avec la plus grande attention, et il serait donc contre-indiqué de sa part, à ce stade, de la commenter quant au fond.

25. En ce qui concerne la proposition de créer le Centre commun CNUCED/GATT du commerce international (A/6879), la délégation du Royaume-Uni s'associe à la décision prise par le Conseil du commerce et du développement à sa cinquième session, qui a accueilli cette proposition avec satisfaction et dont la plupart des membres ont approuvé le principe (voir A/6714, par. 211). Les dispositions administratives et financières relatives à ce projet semblent progresser de manière satisfaisante, et il convient de féliciter pour leur tâche le Secrétaire général de la CNUCED, le Directeur général du GATT, ainsi que le personnel de ces deux organes. L'actuel Centre du commerce international du GATT a rendu des services précieux, et la délégation du Royaume-Uni espère que son succès continuera après son association avec la CNUCED. Par ailleurs, elle appuie la proposition de créer un groupe consultatif commun d'experts gouvernementaux qui se réuniraient une fois par an afin d'examiner les activités du Centre et de faire un rapport aux Etats membres de la CNUCED et aux parties contractantes du GATT.

26. Par ailleurs, le Gouvernement britannique examinera avec intérêt la suggestion faite par le Président de la BIRD et citée par le représentant du Pakistan concernant la convocation d'un groupe d'experts qui serait chargé d'étudier les enseignements de 20 années d'assistance au développement et de proposer des politiques et des procédures pour l'avenir.

27. M. KAHONO (Indonésie) dit que la Charte d'Alger, qui a été présentée avec tant de compétence par le Ministre des affaires étrangères d'Algérie et par le représentant de la Yougoslavie, énonce les objectifs fondamentaux des pays en voie de développement en matière de commerce et de développement et représente une base solide mais souple pour les négoc-

iations de la deuxième session de la CNUCED. Le Gouvernement indonésien a signé la Charte et espère que l'appel qui y figure, demandant une action internationale concertée, permettra de conclure des arrangements et des accords internationaux précis.

28. La délégation indonésienne estime qu'il faut s'efforcer de résoudre les graves problèmes relatifs au développement économique des pays en voie de développement dans le cadre d'une stratégie globale du développement, dans laquelle la CNUCED, instrument des pays développés et des pays en voie de développement, jouera un rôle majeur. La deuxième session de la CNUCED devra s'efforcer de transformer en réalités les aspirations du monde en voie de développement, qui ont été définies dans les recommandations de la première session de la Conférence. Jusqu'ici, il n'y a pas eu grand-chose de fait pour mettre en œuvre ces recommandations, mais il y a lieu d'espérer que la deuxième session permettra de faire d'importants progrès à cet égard, et que le climat d'affrontement qui a régné à la première session de la Conférence fera place à un esprit de coopération. En effet, pour que la deuxième session de la Conférence soit une réussite, tous les participants doivent être pleinement conscients du fait que les problèmes des pays en voie de développement, qui peuvent avoir une influence sur l'avenir du monde dans son ensemble, ne sauraient être résolus que par une action commune des pays développés et des pays en voie de développement. C'est pourquoi la délégation indonésienne se félicite que le Conseil du commerce et du développement soit parvenu à un accord sur les questions de fond qui devront être examinées à la deuxième session de la CNUCED. Elle estime que la deuxième session devra consacrer ses travaux à des questions telles que l'accès aux marchés des pays industrialisés pour les produits de base grâce à la conclusion d'ententes internationales sur les produits; les préférences pour les produits manufacturés et semi-finis en provenance des pays en voie de développement; le financement supplémentaire et le financement des stocks régulateurs; le commerce international et le financement; le problème alimentaire et les relations commerciales entre pays en voie de développement.

29. La délégation indonésienne espère que tous les Etats qui prendront part à la réunion d'étude de la CNUCED sur le caoutchouc, qui doit se tenir d'ici peu, s'efforceront de concrétiser les espoirs des pays producteurs de caoutchouc naturel. Elle approuve en outre le calendrier des réunions de la CNUCED pour la fin de 1967 et pour 1968, à condition que la réunion sur le caoutchouc se tienne avant la fin de 1967, ainsi que l'a décidé le Conseil à sa troisième session spéciale en novembre 1967. La délégation indonésienne fait siennes les conclusions du rapport du Conseil (A/6714) et appuie les résolutions 36 (V) et 37 (V) du Conseil.

30. Enfin, elle soutient chaleureusement la proposition visant à créer le Centre commun CNUCED/GATT du commerce international, considérant que la promotion du commerce est l'un des moyens les plus efficaces pour accroître les exportations des pays en voie de développement.

<sup>4/</sup> Voir Documents officiels du Conseil du commerce et du développement, cinquième session, Supplément No 3, annexe II.